

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Sécurité, politique et services de renseignements

Le point sur des relations cruciales
plus de dix ans après l'attentat contre les Tours jumelles

Guido Ravasi

Il y a quelques semaines, les États-Unis et une grande partie du monde occidental ont commémoré, dix ans après, l'attentat contre le *World Trade Centre*. Presque tous les journaux en ont parlé et les talk-shows, les débats publics ou les émissions télévisées d'approfondissement se sont multipliés (pour autant que l'on puisse considérer la télévision susceptible d'"approfondir" quelque chose).

Par contre, le rôle des services de renseignements américains, avant l'attentat, pendant qu'il était commis ou après, n'a été que peu ou prou évoqué. Leur rôle est pourtant fondamental dans la prévention de ce type d'attentat et nous devons nous demander quelles sont leurs activités aux

États-Unis et aussi comment et à quel point ils ont changé au cours de ces dix dernières années.

Il est tout à fait normal de commencer par la question suivante: l'attentat du 11 septembre a-t-il été un échec des services secrets? Cette question n'est pas inutile et la réponse est loin d'être évidente puisque les avis des analystes sur ce sujet divergent.

Certains experts considèrent que le 11 septembre a indubitablement montré l'échec des services secrets et du contre-espionnage américains. Robert David Steele, par exemple, avec lequel nous avons eu le plaisir de nous entretenir récemment au siège romain de la Fondation Européenne

Dragan, pense que le fait de ne pas avoir réussi à prévenir les attentats contre les *Twin Towers* a été à la fois “un échec des services secrets américains et un échec international”. Plus précisément, cet expert, qui a tant fait pour les services secrets américains, considère qu’ils ont subi six échecs spécifiques qui concernent:

a) le service clandestin de la CIA qui s’est révélé parfaitement inefficace devant le terrorisme;

b) les organes directeurs du FBI qui ont échoué dans leurs recherches sur les individus suspects s’entraînant sur des avions et qui se sont trompés en n’agissant pas car ils avaient sous-évalué les informations communiquées une semaine avant par les services secrets français;

c) les responsables du FBI, coupables de graves négligences pour ne pas avoir traduit tous les documents en arabe saisis après le premier bombardement du *World Trade Centre*, ainsi que d’autres saisis ailleurs;

d) le caractère fragmentaire des informations produites en continu par les différentes agences et services de renseignements. Cette fragmentation et l’absence de coordination entre les services se sont révélées désastreuses et ont fait comprendre qu’il fallait un centre de travail unique où puissent confluer les services secrets étrangers, les services de renseignements législatifs, etc.;

e) le Département d’État américain qui doit être considéré comme responsable, avec la CIA et le FBI, pour avoir délivré des passeports sans enquêtes ni validations adéquates. Il doit être impossible de délivrer des passeports sans contrôle préalable de l’enregistrement des demandeurs dans le pays d’accueil et il faut pouvoir contrôler les individus potentiellement hostiles résidant dans le pays;

f) enfin, toutes les autres nations, y compris celles qui, *en connaissance de cause*, accueillent des terroristes, qui n’ont pas

réussi à identifier ces groupes ou bien qui, ayant pourtant des informations, ne les ont pas vraiment fait circuler. Et ceci est un échec des services secrets internationaux, pas seulement de ceux des USA.

Après les événements du 11 septembre, Steele a insisté à plusieurs reprises sur l’“échec américain et international des services secrets”, d’autant plus que c’est la CIA qui avait soutenu Ben Laden pour s’en servir contre l’Union soviétique à la fin des années soixante-dix. Il a ensuite avancé une série de propositions pour la restructuration des services secrets américains, mais ce sujet ne sera pas abordé ici.

Par contre, ce qu’il faut souligner, c’est que tout le monde ne considère pas les attentats du 11 septembre comme un échec retentissant des services secrets. Carlo Jean, par exemple, remarque que, d’un côté, les attentats du 11 septembre sont considérés comme un échec des services secrets, mais il ajoute que, en réalité, ceux-ci “avaient été prévus et annoncés, tout au moins en gros”, que “le *World Trade Centre* avait déjà fait l’objet d’un attentat et que la gendarmerie française avait neutralisé un avion destiné à frapper la Tour Eiffel au moment où il prenait du carburant à Marseille.” (*Rivoluzione negli Affari dell’Intelligence*, republié dans *Militaria. Tecnologia e strategia*, Milan, 2009, p. 274).

Toutefois, l’auteur admet qu’il n’était pas prévu d’attentats suicides. En d’autres mots, même si l’attentat était prévisible, les modalités en restaient inconnues et difficilement imaginables. Tout ceci s’intègre dans le cadre plus général des services secrets américains dont la réorganisation avait été insuffisante par rapport au nouveau contexte international et aux nouvelles menaces qui s’étaient manifestées après la guerre froide.

Pour Jean, plus que d’échec des services secrets, il faut parler d’échec de la “dissuasion” et de la “maîtrise”, c’est-à-dire

de l'échec des concepts fondamentaux qui, d'un côté, ont permis la victoire de l'Occident dans cet affrontement bipolaire et qui constituaient aussi des paradigmes de référence pour l'organisation des services de renseignements occidentaux. Mais, en réalité, ils se sont révélés incapables de relever les défis de l'après-guerre froide, dans un monde où le bipolarisme n'était plus qu'un souvenir du passé.

D'après cette interprétation qui, fondamentalement, disculpe les services secrets américains de l'accusation de défaillance, y compris le fait qu'après l'attentat contre les Tours jumelles les chefs de la CIA et du FBI sont restés en place (alors que la stratégie de Washington a beaucoup changé), confirme que les services secrets américains ne peuvent pas être considérés comme responsables du fait que les États-Unis n'ont pas su prévoir et empêcher la catastrophe qui a frappé les États-Unis (mais indirectement pas seulement eux) le 11 septembre.

En dépit de tout, il est pourtant vrai que l'idée d'un échec important des services secrets américains trouve des partisans. Sur ce point, nous devons préciser une question de méthode. La mission des services secrets est de fournir et de présenter de manière appropriée des informations au décideur politique des possibilités d'atteinte à la sécurité nationale. Mais, ensuite, c'est au décideur politique de prendre les décisions. En d'autres mots, c'est lui qui décide d'utiliser ou non ces informations.

Les meilleurs services de renseignements ne servent malheureusement pas à grand-chose ni ne renforcent la sécurité nationale si le décideur politique n'est pas en mesure de prendre correctement les décisions qui s'imposent dans les délais nécessaires. Ou si celui-ci échoue, quelquefois en évitant de prendre des décisions, d'autres fois en faisant le mauvais choix (par exemple dans les relations internationales ou bilatérales avec certains interlo-

cuteurs, comme nous l'avons vu dans le cas de la Libye)

En Italie, ces dernières années, la responsabilité du décideur politique dans ce domaine est devenue beaucoup plus claire avec la Loi 124 de 2007 sur le *Système d'information pour la sécurité de la République et nouvelle réglementation du secret* ("Journal officiel n° 187 du 13 août 2007) qui établit dès le chapitre I (Art. 1, Alinéa 1) qu'"Au Président du Conseil des Ministres sont attribués, de manière exclusive, la haute direction et la responsabilité générale de la politique des renseignements pour la sécurité". Avec tous les pouvoirs qui en découlent.

De toute manière, pour fermer la parenthèse sur le cas italien, qu'il s'agisse d'un échec des services secrets ou d'un échec des décideurs politiques, d'un manque de coordination entre les services de renseignements, ou entre les services et la politique, il reste le fait que l'attentat contre les Tours jumelles marque une rupture dans l'histoire des services secrets. Nous avons demandé aux plus éminents spécialistes de la sécurité de confronter leurs idées sur cette question, notamment au professeur Stefano Silvestri dont la conférence qu'il a faite récemment au siège de Rome de la Fondation Européenne Dragan est publiée dans les pages qui suivent de ce numéro du *Bulletin européen*.

Comprendre comment a changé le monde des services secrets américains ou constater les résistances au changement qu'il rencontre peut permettre de voir si l'administration américaine a réussi, avec cet attentat qui frappait le pays au cœur, à mettre en place les modifications indispensables pour faire face aux défis de cette première partie du XXI^{ème} siècle.

Plus de dix ans après l'attentat contre les Tours jumelles, nous savons que, en dépit de l'assassinat d'Osama Ben Laden, le terrorisme international n'a pas perdu la partie et qu'il ne faut pas baisser la garde.

Il est donc très important de savoir comment l'administration américaine a su évoluer et changer après la catastrophe du 11 septembre, y compris dans le secteur des renseignements, pour sa propre sécurité et celle du monde.

Toutes proportions gardées et en considérant les différences de contexte, une confrontation de ce genre, qui concerne en réalité la sécurité de nous tous, est nécessaire au niveau national et dans le cadre européen. Dans ce domaine, l'Europe est appelée à se doter d'un système réellement intégré, en mesure de faire face aux anciens et aux nouveaux défis

lancés à notre sécurité. L'attentat du 11 septembre doit nous rappeler, à nous aussi Européens, une vérité incontournable, à savoir que l'absence d'un système de services secrets intégré tout au moins au niveau régional (c'est-à-dire européen et/ou occidental dépassant les limites et les jalousies des organisations nationales) et permettant un partage réel et efficace des informations sensibles entre les différents services chargés de la sécurité constitue une lacune de la politique de sécurité qui, au-delà des déficits décisionnels plus ou moins sérieux des responsables politiques, peut, tôt ou tard, se révéler fatal.

TRAITONS BIEN LA TERRE
SUR LAQUELLE NOUS VIVONS:

CELLE-CI NE NOUS A PAS ÉTÉ DONNÉE PAR NOS
PÈRES, MAIS NOUS A ÉTÉ PRÊTÉE PAR NOS ENFANTS



www.veronikiholding.com

“Traitions bien la terre sur laquelle nous vivons: celle-ci ne nous a pas été donnée par nos pères, mais nous a été prêtée par nos enfants”. Ce proverbe résume bien la philosophie de la Veroniki Holding. Il figure dans la home page du site web www.veronikiholding.com et se situe dans le contexte de l’héritage entrepreneurial, culturel et éthique de Giuseppe Costantino Dragan. Cet héritage concerne la satisfaction du besoin énergétique, mais dans le respect de l’environnement, pour une économie au service de l’homme et pour la promotion de sa culture et de sa dignité. Ceci parce que, pour nous, la “culture de l’énergie” et “l’énergie de la culture” ne sont pas seulement un slogan, mais un principe et un critère à la fois entrepreneurial et éthique: en pratique, une philosophie de vie.

Les services de renseignements aux États-Unis

Dix ans après le 11 septembre:
ce qui a changé dans les services
de l'*Intelligence Community*

Stefano Silvestri

L'United States Intelligence Community

Les services secrets américains constituent un monde en soi, absolument gigantesque. Cent mille fonctionnaires travaillent à l'intérieur d'une vaste communauté, l'*Intelligence Community*, qui, selon des calculs récents du *Washington Post*, emploie huit cent cinquante mille personnes disposant toutes de libertés de manœuvre très étendues et ayant la possibilité d'accéder à des informations secrètes de différents niveaux. Nous parlons donc de quelque chose d'extrêmement complexe, difficile à comprendre et à simplifier et qui constitue un grand *Moloch* des services de renseignements, non pas une réalité institutionnelle souple et facile à transformer.

Les services secrets américains ont récemment été réformés à deux reprises: en 1981 par Ronald Reagan et, en 2004, par George W. Bush. En 1981, Reagan a créé ce qui s'appelle depuis l'*Intelligence Community* et regroupe les services qui faisaient partie du système de renseignements, le but étant de mettre de l'ordre dans ce genre de structures. Celles-ci se composaient d'une agence autonome, la CIA (*Central Intelligence Agency*) et de 15

autres agences dépendant de différents ministères. La plupart d'entre elles dépendaient du Ministère de la Défense (*United States Department of Defense*).

En pratique, chaque force armée américaine (les États-Unis en ont quatre: l'armée de l'air, l'armée de terre, la marine et le corps des Marines) dispose de son propre service de renseignements. Il y a donc l'*Air Force Intelligence, Surveillance and Reconnaissance Agency* (*Air Force ISR Agency*); l'*Army Military Intelligence*; l'*Office of Naval Intelligence* (ONI) et le *Marine Corps Intelligence Activity* (MCIA). Ces services de renseignements sont donc vraiment ceux des différentes forces armées.

Il y a pourtant d'autres services de renseignements, notamment la *Defense Intelligence Agency* (DIA), la *National Geospatial-Intelligence Agency* qui s'occupe des espaces aériens, la *National Security Agency*, qui gère une grande partie des satellites et le *National Reconnaissance Office*. Ces agences font toujours partie de la structure de la Défense et s'intègrent dans le mécanisme général de ses services de renseignements.

Il y a aussi l'*Office of Intelligence and Counterintelligence*, un service de renseignements dépendant du Ministère de

l'Energie (*United States Department of Energy*).

Il existe deux autres services de renseignements qui dépendent du *Department of Homeland Security* (qui correspond à notre Ministère de l'Intérieur): l'*Office of Intelligence and Analysis* (I&A) et le *Coast Guard Intelligence* (CGI), service de renseignements du corps des garde-côtes.

Par ailleurs, le Ministère de la Justice a, lui aussi, deux services de renseignements: l'un, gigantesque, dont tout le monde a entendu parler, le *Federal Bureau of Investigation* (FBI) et la DEA, la *Drug Enforcement Administration*, qui s'occupe de la lutte contre la criminalité organisée spécialisée dans le trafic de stupéfiants. Ces deux organisations disposent chacune de leur propre service de renseignements.

Le Département d'État (*U.S. Department of State*) a son *Bureau of Intelligence and Research*, relativement peu important, qui constitue un autre service de renseignements. Le Département du Trésor (*United States Department of the Treasury*) a, lui aussi, son *Office of Terrorism and Financial Intelligence* (TFI), mais il est relativement en marge de l'*Intelligence Community*, puisqu'il dépend de l'*United States Secret Service* qui, en réalité, n'est pas un véritable service de renseignements, son rôle étant de s'occuper de la protection du Président et de l'exécutif américain.

Un système "impérial"

Il faut ajouter à ce qui vient d'être dit que le système américain est, en quelque sorte, un système "impérial" dans la mesure où l'important est d'avoir un accès direct auprès du Président, ce qui permet d'avoir une influence sur les décisions finales et de jouir d'une certaine autonomie par rapport aux autres. Même si le directeur de la CIA avait un accès direct auprès du Président, les autres directeurs

d'agences l'avaient aussi, de même que les ministres, les secrétaires d'État, le secrétaire de la Défense et le secrétaire du Trésor dont dépendaient les autres services. Loin d'être fédérale, cette situation était plutôt confédérale, ce que certains reconnaissent. En réalité, il s'agissait d'une fragmentation favorisant la compétition entre les différentes agences qui, souvent, ne se communiquaient pas les informations dont elles disposaient. Ce qui, du reste, continue à se produire.

Nous retrouvons une situation analogue en Italie avec nos différents services de police. C'est ce qui se produisait entre les services de renseignements américains à l'époque de l'attentat aux Tours jumelles. Lorsque circulaient des informations entre les différentes agences, non seulement ces informations étaient limitées mais, souvent aussi, elles étaient considérées avec suspicion par l'agence qui les recevait car, si elles étaient partagées, cela signifiait qu'elles avaient peu de valeur. Si elles avaient été considérées comme précieuses, elles n'auraient probablement pas été partagées.

L'erreur ne vient donc pas tant du fait qu'une agence, comme le FBI, n'était pas au courant d'informations déterminées qui, en réalité, lui avaient été transmises, mais de l'habitude de considérer les informations qui lui avaient été données comme peu intéressantes. Naturellement, cela se savait et il y eut une tentative de réforme. Mais une structure aussi gigantesque dont le budget, en 2010, s'élevait à 53,1 millions de dollars et est en constante augmentation (en 2006, les dépenses s'étaient élevées à 40 milliards), n'était pas facile à réformer.

Résistances et difficultés à réformer le système des services de renseignements

Toute réforme est d'autant plus difficile que les intérêts en jeu sont énormes et les

résistances d'autant plus fortes. Cette volonté de maintenir l'autonomie des structures vient de la jalousie existant entre les différents ministères. Une image me vient à l'esprit lorsqu'il m'arrive de penser au cas italien. Les nombreux ministères me semblent avoir été construits sur le modèle des châteaux forts du Moyen-Âge, chacun replié sur lui-même et inaccessible aux autres, si possible avec un fossé intérieur et chacun avec ses armées. Chacun avec sa propre milice (brigade financière, carabiniers, la police ou autres) et son propre service de renseignements.

Si cela est vrai pour des ministères relativement pauvres comme les nôtres, il est facile d'imaginer ce qui se passe pour des ministères beaucoup plus puissants et riches comme ceux des États-Unis et très difficile de réussir à inverser ce type de tendances. Les États-Unis ont tenté, en 2004, de faire une réforme globale qui s'est résumée à la mise en place d'un directeur national pour l'*Intelligence Community*.

Avant cette dernière réforme, l'ensemble des services qui constituent l'*Intelligence Community* devait être coordonné et dirigé par le directeur de la CIA, bien que le directeur de la CIA n'eût aucun pouvoir décisionnel sur le budget des différents services. Il n'était donc directeur qu'en titre. Au lieu de renforcer les pouvoirs du directeur de la CIA sur les autres agences, on a préféré créer une autre figure: le *Director of National Intelligence*. Ce directeur, qui n'est pas le chef de la CIA, est indépendant de toutes les agences, aidé, naturellement, d'un Conseil pour les décisions et possède des pouvoirs bien définis. Il établit le *National Intelligence Program*, dont il contrôle et fixe le budget, examine les demandes des différentes agences et préside à la distribution des fonds attribués.

J'ai déjà donné le chiffre global (53,1 milliards de dollars en 2010) des fonds affectés aux services de renseignements. Par

contre, on ignore comment ce chiffre est réparti entre les différentes agences. Le *Director of National Intelligence* définit les objectifs, les priorités, les orientations et les interprétations, contrôle la gestion et les activités de collecte, d'analyse, de production et de diffusion des informations et, en théorie, c'est lui qui devrait avoir accès auprès du Président et lui transmettre, y compris à travers le *National Security Intelligence Council*, les informations s'y rapportant. Ce directeur devrait être le filtre, entre le Président et les agences, à travers lequel passent toutes les activités des services secrets.

Mais la réalité est bien différente: tout d'abord, les services appartiennent à différents ministères et dépendent donc non seulement du directeur de l'*Intelligence* nationale mais aussi, pour ne pas dire surtout, de leur ministre de tutelle ou, comme l'on dit aux États-Unis, du *Secretary* du *Department*. Ce dernier a, lui aussi, accès auprès du Président. Le vieux problème est donc toujours là.

Les directeurs des différents services de renseignements dépendent de leur ministre mais, dans certains cas, ils peuvent s'adresser directement au Président. Je pense, par exemple, au FBI, au DEA ou à d'autres structures, par exemple la *National Security Agency* (NSA). Tout ceci, crée, en réalité, une certaine confusion.

Le directeur de la CIA a toujours eu accès directement auprès du Président mais, maintenant, avec la création du directeur national de l'*Intelligence Community*, il a vu son rôle un peu diminuer puisque, désormais, il y a un filtre entre lui et le Président.

Le directeur national de l'*Intelligence*: rôle, pouvoirs et limites

L'affaire s'est ultérieurement compliquée, puisque le directeur national de l'*Intelligence*, à part les fonctions dont nous

venons de parler, n'a aucun pouvoir sur le personnel en ce qui concerne la nomination, les promotions, les embauches, les licenciements, etc. Les employés des différentes agences ne considèrent donc pas le directeur national de l'*Intelligence* comme leur chef. Leur chef est celui qui peut influencer les carrières, c'est-à-dire le directeur du service auquel ils appartiennent et leur ministère de tutelle.

Le directeur national de l'*Intelligence* peut donc certainement s'adresser directement aux fonctionnaires mais, paradoxalement, il a, par rapport à ces mêmes fonctionnaires, une autorité inférieure, de fait, à celle du directeur de l'agence. L'élément confédéral conserve son importance.

Le directeur national de l'*Intelligence* a, bien entendu, son équipe. Elle constitue une espèce de 17^{ème} service de renseignements, ce qui ne résout pas le problème, mais le complique.

Cette réforme a cherché à résoudre le problème en augmentant les pouvoirs du coordinateur avec la création de la figure du directeur national. Elle lui a donné des pouvoirs au niveau du budget, ce qui est certainement très important, mais ce n'est pas tout et, de toute manière, il reste la parcellisation des services de renseignements qui était, et reste, le problème majeur. Cela ne fait qu'allonger la liste des services de renseignements américains constituant l'*Intelligence Community* qui compte, aujourd'hui, 17 organismes¹.

La coordination des services de renseignements aux États-Unis: où en sommes-nous?

Il existe certainement des mécanismes organisés de partage des informations. Par exemple, en changeant le nom et la structure de Wikipedia, on a créé Intellipedia, organe qui gère les informations provenant des 17 organisations de la communauté des services de renseignements

américains et d'autres organisations liées à la sécurité nationale auxquelles ont accès les fonctionnaires munis des autorisations appropriées. Les informations ne sont donc pas publiques mais peuvent être partagées entre les différentes agences. Intellipedia utilise MediaWiki, le logiciel utilisé par Wikipedia. Les responsables de l'*Office of the Director of National Intelligence* (ODNI), service qui a créé Intellipedia, ont affirmé que cet instrument est destiné à changer la culture du monde des services de renseignements américains, celle-ci ayant été amplement critiquée pour ne pas avoir réuni les informations ni en avoir tiré les conséquences avant les attentats du 11 septembre 2001.

Intellipedia peut être considéré comme un système d'archives constamment mis à jour avec les informations dont disposent en même temps tous les services de renseignements et permettant d'effectuer des contrôles croisés des données beaucoup plus facilement qu'avant. Il y a eu aussi la création des *National Intelligence Center*, centres destinés à la collecte d'informations et à leur analyse. Il existe également un programme spécifique en la matière, le *Program Manager for Information Sharing Environment* (ISE) qui s'occupe, notamment, de mieux faire partager les informations. Il a même été constitué dans ce but un *Information Sharing Council*, organisation pour le partage des informations qui doit réussir à résoudre les obstacles empêchant ce partage.

Aux États-Unis, le débat a été très vif à ce propos, car il est désormais évident que la mise en place d'un directeur national de l'*Intelligence* ne suffit pas à créer le type d'intégration des services de renseignements qui serait souhaitable. Je me demande si ce sera possible tant qu'il n'y aura pas moins de 16 services de renseignements, indépendants les uns des autres, sans compter le dix-septième, celui de l'ODNI. Accuser le directeur des

services de renseignements nationaux est relativement facile, alors que le vrai problème est la réforme du système. Si l'on n'arrive pas à fusionner les différents services qui souvent font le même métier et dont les fonctions se superposent, il me semble difficile d'envisager un véritable partage de l'information, non seulement à l'intérieur de l'*Intelligence Community* américaine mais souvent à l'intérieur d'un même ministère.

Tout ceci entraîne des problèmes. Lorsqu'il y a autant de gens qui travaillent avec autant d'argent, de moyens et de systèmes techniques (ces agences disposent d'un nombre impressionnant de satellites, d'armes, d'avions et, dans certains cas, de leurs propres forces armées), de services électroniques et de différents systèmes informatisés, qui ne sont pas toujours compatibles entre eux, cela crée des difficultés objectives, sans compter les obstacles ou les résistances de chacun à entamer un vrai dialogue.

Cela alourdit la structure dont il est difficile de coordonner véritablement les activités. Sauf si chacun a un rôle bien précis. Mais dans le domaine des renseignements, confier des tâches bien précises peut être contre-productif. Une sectorisation excessive entraîne un rétrécissement des perspectives et empêche de voir ce qui est le plus important.

Dans la mesure où les agences restent indépendantes les unes des autres, il sera de plus en plus difficile de coordonner les activités des services de renseignements, même si la situation semble s'être effectivement améliorée.

Il faut aussi ajouter que, dans le système américain, toute la structure du Renseignement dépend, au bout du compte, du Président des États-Unis et du National Security Council et que, tout au moins en théorie, elle a des références politiques plutôt claires et reçoit des directives politiques tout aussi claires. Mais il faut tout

de même tenir compte des autres Conseils, notamment du Conseil national de l'*Intelligence* et du Conseil de la Sécurité économique. D'autres services contribuent à compliquer un peu plus le tableau, par exemple le *President's Foreign Intelligence Advisory Board* (PFIAB), c'est-à-dire le Bureau du Président pour les services secrets à l'étranger, ou le *Joint Intelligence Community Council* (JICC) qui est présidé par le directeur national de l'*Intelligence*.

Par ailleurs, il y a d'autres bureaux qui, pour des raisons budgétaires ou légales, exercent un contrôle sur les services: le Bureau de l'Inspecteur général qui contrôle toute l'administration américaine, y compris les services de renseignements; le Bureau de la Gestion et du Budget qui contrôle également les dépenses et l'attribution des budgets aux services, en plus des différents Comités du Sénat et de la Chambre des Représentants. Ces comités sont de différentes sortes: il y a ceux des forces armées, ceux des services des renseignements de même que ceux concernant le budget, ou bien celui du Sénat concernant la *Homeland Security*. Chacun d'eux a une compétence spécifique et tous peuvent intervenir sur les choix et les orientations des services de renseignements.

Tout le monde sait que quand il y a autant de "patrons", même si, à la fin, il n'y en a qu'un, il est facile de faire un peu ce que l'on veut. Chacun a son patron préféré et il est difficile d'établir une seule direction. Ceci dit, les services de renseignements américains sont ceux qui recueillent la plus grande quantité d'informations et restent les plus puissants du monde.

Après le 11 septembre: besoins et difficultés de l'*Intelligence* à affronter les nouveaux défis

Les services de renseignements ont naturellement dû s'adapter aux nouveaux défis et ils ont dû le faire en urgence après

l'attentat aux Tours jumelles. L'attentat du 11 septembre s'est produit à une époque où les services avaient encore des difficultés à s'adapter au nouveau cadre stratégique. Pendant des dizaines d'années, la plupart des services avaient concentré leur attention sur l'Union Soviétique et la Chine. D'ailleurs, malgré le démembrement de l'Union soviétique et même s'il reste encore la Russie et les pays de l'ex-Union soviétique, cette priorité a diminué. Il a été difficile de changer en peu de temps cette mentalité et, surtout, de modifier les compétences des personnes travaillant dans le renseignement. Il n'est pas facile de passer d'un très grand nombre de personnes parlant le russe à un nombre tout aussi important de personnes parlant arabe, dari, pachtoune ou d'autres langues du même genre. Il a aussi fallu les former. Il n'a pas été facile non plus de trouver des personnes qui, non seulement parlent ces langues, mais peuvent être considérées comme fiables, dont on est sûr qu'elles traduiront les choses comme elles sont, qui diront les choses qu'elles voient et qui soient capables de voir les choses qu'elles doivent voir. Tout ceci a encore un peu plus retardé les mises à jour de la situation réelle.

Il y avait des millions d'écoutes téléphoniques et de communications qui n'ont jamais été traduites avant le 11 septembre. Tout simplement parce que, au NSA, où étaient enregistrés des millions de coups de téléphone tous les jours et des millions

de communications électroniques (e-mails, etc.), il n'y avait que cinq personnes qui traduisaient de l'arabe.

Il est évident que cinq personnes peuvent traduire une certaine quantité de choses mais pas plus. Il n'est pas facile de changer et de s'adapter. Aujourd'hui, il y en a beaucoup plus et tous les services ont augmenté le nombre de leurs traducteurs en espérant que le cadre politique de référence reste stable.

Il faut ajouter qu'il y a certainement eu à l'époque des Tours jumelles un retard dans le fonctionnement des interceptions. Tous les systèmes de contrôle du trafic aérien sont en mesure d'intercepter les avions qui changent de cap. Mais s'il s'agit de lignes aériennes nationales civiles, avec des passagers à bord, il est très difficile de donner l'autorisation d'abattre un avion. Du reste, il y a eu très peu de temps pour pouvoir prendre une décision aussi radicale. Aujourd'hui, les ordres ont changé. Le système de contrôle aérien ne s'attendait pas à cet attentat. Le facteur surprise s'est révélé déterminant. A l'époque, il était très difficile d'imaginer qu'un kamikaze aurait utilisé, non pas un avion militaire, mais un avion de ligne civil.

Mais nous parlerons de ceci et d'autres particularités du système de renseignement américain dans un deuxième et dernier article qui paraîtra dans le prochain numéro du *Bulletin européen*.

¹ Dont voici la liste: *Air Force Intelligence, Army Military Intelligence, Office of Navy Intelligence, Marine Corps Intelligence Activity, Defense Intelligence Agency (DIA), National Geospatial-Intelligence Agency, National Security Agency (NSA), National Reconnaissance Office (NRO), Office of Intelligence and Counterintelligence (Department of Energy), Office of Intelligence and Analysis (Department of*

Homeland Security), Coast Guard Intelligence (Department of Homeland Security), Federal Bureau of Investigation (FBI), Drug Enforcement Administration (DEA), Bureau of Intelligence and Research (Department of State), Office of Terrorism and Financial Intelligence (Department of the Treasury), Central Intelligence Agency (CIA) et, maintenant, l'Office of the Director of National Intelligence (ODNI).

*J*ai deux choses en horreur: l'emploi des armes et les partis. Je ne me suis jamais occupé de politique. Je me suis toujours intéressé à l'europhisme qui, pour moi, n'est pas une politique, mais une vocation, c'est-à-dire la vision de l'Europe de demain.

I have two pet hates: one is the use of weapons and the other political parties. I have never been interested in politics. I have always had an interest in Europeanism, which to me is not a type of politics, rather a vocation, that is a vision of Europe as it will be in the future.

*E*u am două idiosincrasii: una pentru arme și a doua pentru partide. Nu m-am ocupat niciodată de politică. M-a preocupat întotdeauna europeanismul, care nu este o politică, ci o vocație, o cunoaștere a viitorului Europei de mâine.

*H*o due idiosincrasie: una per l'uso delle armi e l'altra per i partiti. Non mi sono mai occupato di politica. Mi sono sempre interessato all'europeismo, il quale per me non è una politica, ma una vocazione, vale a dire la visione dell'Europa di domani.

Tratto dal volume: Iosif Constantin Dragan,
Călătorie în timp, Viaggio nel tempo, Journey through time, Milano, 2008.



Prof. Giuseppe Costantino Dragan

L'EUROPE FACE À DES DRAMES HUMAINS
ET DES URGENCES SOCIALES
LA PROSPECTIVE POLITIQUE EUROPÉENNE
QUEL AVENIR POUR L'EUROPE?

UNE VIE POUR L'EUROPE: GIAN PIERO ORSELLO

"L'approche adoptée par l'Europe et les États membres pour lutter contre la traite des êtres humains est souvent confuse avec les politiques anti-migratoires suivies et tend à occulter les causes à l'origine de ces nouvelles formes d'esclavage de même que les responsabilités institutionnelles qui les rendent possibles."
Pippo Costella

"Il s'agit d'affronter, avec courage et détermination, les causes de l'important phénomène migratoire en étant convaincus de sa complexité, conscients de l'insuffisance des réponses isolées et plus persuadés encore qu'une véritable prévention ne peut pas se limiter à des interventions de police ou à des mesures d'éloignement et de rapatriement."
Carlo Mosca

"Aujourd'hui, l'Europe est appelée à jouer un rôle plus autonome. L'Europe est appelée à se mesurer sans plus tarder aux grands défis mondiaux. Il n'est plus concevable de penser à l'intégration européenne hors du contexte économique et politique de la globalisation et des défis du multipolarisme."
Mario Telò

"Pour mettre en œuvre un processus de changement de large portée, quel qu'il soit, les forces décisives sont la culture et le système de valeurs. Ce sont les deux aspects fondamentaux qui définissent toute époque historique et qui guident la construction du nouveau."
Dario Velo

"L'Union européenne a été le grand pari du vingtième siècle et reste la grande espérance du vingt-et-unième; une course d'obstacles que, de toute façon, les obstacles et les retards ne peuvent pas arrêter."
Valerio Zanone

*Contributions, figurant (en italien)
dans le nouvel ouvrage de la Fondation Européenne Dragan de:*

Maria Romana Allegri - Laura Baldassarre - Filadelfio Basile - Giorgio Bosco
Raimondo Cagiano de Azevedo - Furio Cerutti - Pippo Costella - Pier Virgilio Dastoli
Silvio Fagiolo - Umberto Leanza - Beatrice Machiavelli Rangoni - Maria Grazia Melchionni
Luigi Moccia - Carlo Mosca - Fosca Nomis - Federico Orlando - Daniela Orsello
Massimo Palumbo - Francesco Perfetti - Daniela Preda - Michele Prospero
Guido Ravasi - Giuseppe Sacco - Marco Scarpati - Valdo Spini - Mario Telò
Patrice van Ackere - Dario Velo - Valerio Zanone

Fondation Européenne Dragan

Le nouvel ouvrage



37

L'EUROPA DI FRONTE A DRAMMI UMANI ED EMERGENZE SOCIALI

EDIZIONI  NAGARD

EDIZIONI NAGARD

Un esemplare: € 15,00. Versement sur le CCP n° 38608204 ou virement bancaire sur le Credito Artigiano, Agence 1 de Milan (IBAN: IT 31 C0351201602 000000033031), intitulés à: Edizioni Nagard, Via Larga 9, 20122 Milan.

L'Europe face aux drames humains et aux urgences sociales

Introduction à la première partie du nouvel ouvrage de la
Fondation Européenne Dragan

Ersiliagrazia Spatafora

Les États, les organisations internationales et la société civile sont constamment confrontés au problème de la protection des droits de l'homme par suite des multiples violations qui lèsent quotidiennement la dignité des personnes.

Il est malheureusement nécessaire d'attirer l'attention sur les plus violentes et les plus dramatiques. Ce sont celles dont font l'objet les mineurs, enfants ou adolescents, et qui débouchent sur la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle et la pornographie infantile, l'exploitation du travail des enfants, sans oublier le problème des enfants-soldats.

Pour lutter contre ces phénomènes dramatiques, la Communauté internationale a adopté, en 1989, la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant qui demande aux États parties de ladite Convention de légiférer pour prévenir la violation de ces droits et, surtout, de chercher à en punir les auteurs.

La Convention de 1989, par une action conjointe des États pour protéger les droits des enfants, a mis en œuvre un processus irréversible. Soutenus par une coopération synergique bilatérale et multilatérale, les États sont appelés à prendre des mesures appropriées relativement aux phénomènes urgents auxquels il a été fait allusion ci-dessus et qui sont continuellement en évolution. L'Union européenne et, parallèlement, le Conseil de l'Europe, ont attiré

l'attention sur la protection des enfants en proposant de nombreuses initiatives et des programmes visant à mettre en place des instruments et des méthodes efficaces. Ils ont également demandé aux États de s'impliquer davantage et de coordonner leurs efforts pour mieux lutter contre la traite des êtres humains, l'immigration illégale, le trafic illicite des migrants, avec leurs implications perverses (exploitation sexuelle, pornographie infantile, tourisme sexuel), des drames dus, ce qui est reconnu au niveau international, à la criminalité organisée transnationale.

La cruauté de ces phénomènes ne pouvait pas ne pas attirer l'attention et la sensibilité de la Présidente de la Fondation Européenne Dragan, madame Veronica Daniela Gușa de Dragan, qui a désiré consacrer une session spéciale aux phénomènes dont nous venons de parler et à leurs aspects les plus significatifs en faisant intervenir ceux qui travaillent efficacement, en contact étroit avec les mineurs pour la prévention et une élimination "impossible" des drames et des urgences sociales qui détruisent les enfants tant sur le plan physique que psychique. Qu'il me soit permis de remercier la Fondation Européenne Dragan pour l'occasion de pouvoir réfléchir, encore une fois, sur des phénomènes qui frappent toute une génération qui, représentant notre avenir, demande urgemment d'être aidée et aimée.

Carl Gustav Jung: les études du grand psychiatre suisse sur l'alchimie

Réflexions à l'occasion
de l'Année internationale de la chimie

Guido Ravasi

*Habentibus symbolum
facilis est transitus*

Mylius

Images alchimiques et représentations oniriques

Dans *Mysterium Coniunctionis* – texte qui constitue non seulement le compendium de son œuvre mais qui en est aussi, d'après Jung lui-même, le couronnement – il est écrit que “fundamental to alchemy is a true and genuine mystery”¹. Mystère auquel la psychologie des profondeurs pourra certainement apporter quelques éclaircissements mais sans pour autant le résoudre.

La corrélation entre représentations alchimiques et représentations oniriques est ce qui retient le plus l'attention de Jung. Les rêves d'individus totalement dépourvus de connaissances alchimiques comportent pourtant des motifs typiquement alchimiques. Ces thèmes peuvent aussi se retrouver dans les dessins spontanés des patients, dans des impressions visuelles, dans les produits de l'imagination active et des produits psychiques spontanés,

des hallucinations, des visions et dans les “fantaisies individuelles de l'homme moderne”. En un mot, dans ce que Jung appelle dans *Simbole der Wandlung* la pensée non orientée, purement associative. C'est une modalité de la pensée opposée, ici, à la pensée orientée, qui présente d'exceptionnelles analogies structurelles avec la pensée archaïque de l'enfant, du mythe et du rêve.

La psychologie de l'inconscient et l'histoire

Dans cette direction, Jung recherchait surtout les bases historiques de sa propre psychologie puisqu'il était convaincu que “sans l'aide de l'histoire, il ne peut y avoir de psychologie et, particulièrement, de psychologie de l'inconscient”³.

Dans l'alchimie, Jung décerne une véritable phénoménologie de l'inconscient, en quelque sorte une manière de s'y orienter. Avec l'alchimie, la psychologie de l'in-

conscient trouve, selon Jung, “un point d’appui archimédéen en dehors de son étroit champ de travail”⁷⁴ et, ajoute-t-il, la méthode comparative de la psychologie “doit se référer au matériau gnostico-alchimiste”⁷⁵, elle aussi.

Tout ceci montre de manière indubitable que l’expérience culturelle de Jung ne peut pas être comprise correctement sans références à ses études sur l’alchimie, puisque la recherche jungienne voit dans l’alchimie les bases historiques de sa propre psychologie dont le point fort sont, justement, des études de ce genre.

Sans l’étude de la philosophie hermétique, répète Jung dans *Aion*, “la connaissance de la psychologie de l’inconscient moderne reste un véritable mystère, une énigme”⁷⁶.

Des textes comme *Psychologie und Alchimie*, *Der philosophische Baum*, ainsi que d’autres, offrent des inventaires suffisamment significatifs de rêves ou d’images qui ne sont pas sans rappeler des motifs de nature alchimique mais, surtout, ils révèlent les précautions méthodologiques employées par Jung pour réaliser ces inventaires.

Quelques-unes des précautions prises par Jung avant de publier les résultats de ses études sur l’alchimie ont été mises en évidence et reconnues – notamment les précautions de caractère plus général par rapport à celles plus véritablement technico-psychologiques – par Eliade: “Il a poursuivi ses recherches pendant quinze ans, sans pourtant en parler ni à ses patients, ni à ses collaborateurs immédiats. Il prenait la précaution d’éviter toute suggestion ou autosuggestion possible”⁷⁷.

Dans le cas d’Eliade, il est possible de parler d’“homologation”, qu’il ne faut d’ailleurs pas confondre avec une “réduction”⁷⁸ entre les rêves⁹ ou d’autres manifestations de l’inconscient et des scénarios religieux et mythologiques, y compris ceux spécifiquement alchimiques.

Le langage symbolique et non sémiotique de l’inconscient et de l’alchimie

Nous pouvons mieux comprendre la corrélation que Jung retrouve entre motifs alchimiques et motifs oniriques en partant de l’hypothèse de travail utilisée par Jung dans l’interprétation des rêves.

Encore une fois, il faut chercher le trait d’union dans les implications de la conception jungienne du symbole: “Le langage alchimique révèle être non pas tant sémiotique (langage chiffré), mais plutôt symbolique, puisque nul contenu connu n’est caché et que l’on fait allusion à un contenu inconnu ou que, plutôt, un contenu inconnu fait allusion à lui-même”¹⁰.

Il ne faut jamais oublier que toute comparaison sérieuse entre psychologie et alchimie exige de dépasser l’écueil représenté par le réductionnisme, dans ce cas précis le réductionnisme psychologique, c’est-à-dire la reconduction et la réduction de la “signification” de l’expérience alchimique exclusivement à des principes psychologiques.

Les alchimistes agissent et communiquent dans le paradoxe. Ils sont aidés en cela par le fait que leur univers ne se réduit pas à des objets, cornues, bocaux ou alambics. L’athanor, le four, était à la fois le corps microcosmique et le macrocosme, l’alambic (*locurbita, vas hermeticum*) était à la fois utérus et sépulcre, etc. Ce sont des aspects que nous avons déjà trouvés dans les pratiques métallurgiques et dans celles du forgeron.

L’alchimiste agissait au milieu d’eux et à travers eux avec l’imagination et le symbole, raison pour laquelle, comme le disait Mylius *Habentibus symbolum facilis est transitus*. Ces “objets” constituaient en quelque sorte le point d’appui matériel de l’imagination, la référence concrète qui était bien loin de s’épuiser dans la signification de l’opus.

Cela permet à Jung d’affirmer que ce

“serait une erreur impardonnable que de vouloir réduire le courant spirituel alchimiste, suivant la conception courante, aux cornues et aux alambics”¹¹. Étant ouverte aux contenus venant de l’inconscient, la conscience de l’alchimiste ne courait pas, de manière générale, le risque de se fossiliser dans une répétition vide de formules préétablies¹², élément qui se révèle décisif dans l’interprétation psychologique de l’alchimie et dans la compréhension des différentes phases de l’*opus alchymicum*.

Les alchimistes étaient bien loin de mettre en œuvre les procédures de l’*opus* à la manière des recettes de cuisine, puisque nous trouvons difficilement des descriptions qui soient des prescriptions et que, chaque fois qu’il était question de l’*opus* le parcours était imprévisible: “La meilleure preuve en est le fait que quiconque avait un esprit un peu original forgeait sa propre terminologie, de manière à ce que personne ne fût capable de comprendre vraiment celle des autres”¹³.

¹ Carl Gustav Jung, *Mysterium Coniunctionis: Untersuchung über die Trennung und Zusammensetzung der seelischen Gegensätze in der Alchimie, I-II*, 1955-56, in *Gesammelte Werke (GW)*, XIV, Olten, Walter-Verlag, 1971-1979, tr. anglaise de R.F.C. Hull, *Mysterium Coniunctionis: An Inquiry into the Separation and Synthesis of Psychic Opposites in Alchemy, Collected Works*, vol. 14, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1963, p. 172.

² Carl Gustav Jung, *Der philosophische Baum*, 1954, in *GW*, XIII, tr. it. de Lisa Baruffi et Irene Bernardini, *L'albero filosofico*, in *Opere*, vol. XIII, Turin, Boringhieri, p. 358.

³ Carl Gustav Jung, *Memories, Dreams, Reflections of C.G. Jung*, New York, Random House, tr. it. de Guido Russo, *Ricordi, Sogni, Riflessioni di C.G. Jung*, Milan, Rizzoli, 1978, p. 251.

⁴ Carl Gustav Jung, *Die Visionen des Zosimos*, 1954, in *GW*, XIII, tr. it. de Marie Anna Massimello, *Le visioni di Zosimo*, in *Opere*, vol. XIII, p. 126.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Carl Gustav Jung, *Aion. Beiträge zur Symbolik der Selbst*, 1951, in *GW*, IX, tr. it. de Lisa

Baruffi, *Aion. Ricerche sul simbolismo del Sé*, in *Opere*, vol. IX, 2, p. 161.

⁷ Mircea Eliade, *Note sur Jung et l'alchimie*, “Le Disque Vert”, 1955, pp. 101 seq.

⁸ Mircea Eliade, *Mythes, rêves et mystères*, Paris, Gallimard, 1957.

⁹ Mircea Eliade, *L'épreuve du labyrinthe. Entretiens avec Claude-Henri Rocquet*, Paris, Belford, 1978, tr. it. de Massimo Giacometti, *La prova del labirinto. Intervista con C.H. Rocquet*, Milan, Jaca Book, 1980, p. 147.

¹⁰ Carl Gustav Jung, *Vorwort zu einem Buchkatalog über Alchimie*, in *GW*, XIII, tr. it. de Marie Anna Massimello, *Premessa ad un catalogo di alchimia*, in *Opere*, vol. XIII, p. 371.

¹¹ Carl Gustav Jung, *Die Beziehungen zwischen dem Ich und dem Unbewussten*, in *GW*, VII, tr. it. de Arrigo Vita, *L'io e l'inconscio*, Turin, Universale Scientifica Boringhieri, 1967, p. 141.

¹² Carl Gustav Jung, *Aion. Beiträge zur Symbolik der Selbst*, tr. it. op. cit., p. 20.

¹³ Carl Gustav Jung, *Paracelsus als geistige Erscheinung*, in *GW*, XIII, tr. it. de Marie Anna Massimello, *Paracelso come fenomeno spirituale*, in *Opere*, vol. XIII, p. 223.

MISE À JOUR/ENREGISTREMENT

La Fondation Européenne Dragan, en considération aussi des objectifs de ses statuts, est sensible à la **loi sur la protection de la vie privée** qui protège la confidentialité, l'identité personnelle, la dignité, ainsi que les autres droits et libertés fondamentaux.

Dans le but de respecter les garanties prévues par la loi, en premier lieu la "transparence", nous vous rappelons que vous pouvez décider, en répondant aux demandes ci-dessous, si et de quelle manière vous désirez que votre nom et vos données personnelles figurent dans les listes de la Fondation Européenne Dragan. **Si vous ne nous renvoyez pas le formulaire ci-dessous, vos données ne seront pas ajoutées et, si elles sont présentes, elles seront effacées.**

Le choix que vous allez faire pourra être librement modifié par la suite.

Nous vous invitons à introduire les données demandées en caractères d'imprimerie, de manière lisible, et à les envoyer au Secrétariat général de la Fondation, qui est chargé de la mise à jour du listing du *Bulletin européen*, publication envoyée gratuitement aux lecteurs qui en font explicitement la demande, aux adresses suivantes, de la manière que vous préférez:

E-mail: bulletineuropeen@fondationdragan.org

Fax +39 0258304790

Adresse: Fondation Européenne Dragan - Via Larga, 9 - 20122 Milan - Italie

Prénom _____ Nom de famille _____

E-mail _____

N.B. Seulement si vous n'utilisez pas l'adresse e-mail:

Prénom _____ Nom de famille _____

Rue _____

C.P. _____ Ville _____ Pays _____

Signature _____

Indiquer si vous préférez recevoir l'édition en italien ou bien, si elle est disponible, sa traduction en français _____

Aux termes et effets de l'art. 13 du décret législatif du 30 juin 2003, n° 196, la Fondation Européenne Dragan, responsable du traitement de vos données, vous informe que les données indiquées dans ce formulaire, que vous avez insérées facultativement et librement, seront enregistrées dans les listings de la Fondation et ne seront utilisées que pour vous envoyer le *Bulletin européen* sous forme papier ou numérique. Seul le "Responsable du traitement" (le Secrétaire général) et le personnel dûment "autorisé" peuvent accéder à ce listing. À n'importe quel moment, vous pourrez vérifier les données vous concernant et, éventuellement, les faire corriger en écrivant ou en contactant le responsable du traitement aux adresses indiquées ci-dessus.

Bulletin européen 2011

UN AN D'EUROPE

Index général des articles publiés (n^{os} 728 – 739)

Janvier 2011 – n. 728

Carlo Secchi: Quelles leçons tirer de la crise économique?	1
Furio Cerutti: Comment l'identité politique de l'Europe se forme-t-elle?	5
Ficlu: Diversité culturelle et droits de l'homme: expériences et propositions des jeunes pour une rencontre pacifique entre les cultures	8
Guido Ravasi: La question de l'énergie nucléaire	12
Chicco Testa: Revenir au nucléaire? L'Italie, l'énergie et l'environnement?	14
Linda Paz: Compte rendu de l'activité communautaire.....	20

Février 2011 – n. 729

Giuseppe Vedovato: Europe. Une nouvelle géographie de l'immigration	1
Silvio Fagiolo: L'Europe au carrefour: relance ou crise?	7
Guido Ravasi: Du pétrole au <i>Global Warming</i> : différences de vues et de méthodes dans les politiques énergétiques	14
Giorgio Cosmacini: Prendre à l'avance des dispositions sur sa mort. À propos du testament biologique	16
Linda Paz: Compte rendu de l'activité communautaire	21

Mars 2011 – n. 730

Guido Ravasi: L'énergie en tant que problème stratégique	1
Stefano Gambacurta: Écoutes téléphoniques et services secrets aux États-Unis et en Grande-Bretagne	3
Marialuisa Stringa: Problèmes de l'immigration et développements récents.....	7
Mouvement fédéraliste européen: Pour une initiative constituante européenne ...	9
Guido Ravasi: Faire l'Italie	10
Giulio Cipollone et Guido Ravasi: Giuseppe Vedovato: un point de repère pour le présent et pour l'avenir	13
Fausto Capelli: Qu'avons-nous appris avec Tangentopoli?	15
Linda Paz: Compte rendu de l'activité communautaire	21

Avril 2011 – n. 731

Predrag Matvejević: La Méditerranée et l'Europe.....	1
Stefano Gambacurta: Écoutes téléphoniques et services secrets en Italie	4
Maria Grazia Melchionni: Giuseppe Vedovato, référence incontournable pour une "Europe culturelle"	7
Guido Ravasi: Gaspillage et économie d'énergie	13
Fausto Capelli: La protection de l'environnement. Qui doit adopter les normes et suivant quelles procédures	15
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire.....	21

Mai 2011 – n. 732

Pippo Costella: La traite d'êtres humains en Europe: du stéréotype à une véritable prise de responsabilité	1
Guido Ravasi: Le XII ^{ème} Congrès européen de Chirurgie d'Urgence et du Traumatisme.....	6
Antonio Ruggiero: Le régime méditerranéen patrimoine mondial de l'Unesco	9
Stefano Gambacurta: Interceptions de sécurité et services secrets en Italie (II)....	11
Fausto Capelli: Globalisation et législations internationales pour la protection de l'environnement.....	18
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire	21

Juin 2011 – n. 733

Ernesto Mazzetti: Le Sud 150 ans après l'unité d'Italie.....	1
Predrag Matvejević: Repenser la Méditerranée. En vue de l'après-Kadhafi.....	5
Guido Ravasi: Besoins énergétiques, protection de l'environnement, dévelop- pement durable. Le legs entrepreneurial, culturel et éthique de G.C. Dragan	7
Stefano Gambacurta: Écoutes téléphoniques et services secrets en Italie (III). Nouvelles questions et conclusions.....	15
Guido Ravasi: Hydropolitique ou géopolitique de l'eau	19
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire	22

Juillet - Août 2011– n^{os}. 734-735

Predrag Matvejević: "L'autre Europe": une désignation idéologique plus que géographique	1
Giuseppe Sacco: Phénoménologie de la crise globale	5
Guido Ravasi: Gaz et géopolitique.....	11
Guido Ravasi: Pour une chimie respectueuse de l'homme et de l'environnement....	14
Centre Unesco de Milan: La chimie et l'homme	16
Giorgio Squinzi: L'Année internationale de la chimie	16
Mariastella Gelmini: Sans science ni culture il n'y a pas d'avenir.....	17
Guido Ravasi: L'importance de l'alchimie chez Mircea Eliade.....	18
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire	22

Septembre 2011 - n. 736

Pasquale Saccà: Au-delà des égoïsmes des États pour construire un avenir de paix et de bien-être en Méditerranée	1
Predrag Matvejić: Réflexions et questions sur l'Europe: Méditerranée, nationalismes centro-européens et Russie	7
Giuseppe Sacco: La crise aux États-Unis et en Europe: les scénarios futurs possibles	9
Centre Unesco de Milan: Les 50 ans du Club Unesco de Cuneo	15
Guido Ravasi: "L'un des problèmes les plus obscurs de l'histoire des sciences"	16
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire	21

Octobre 2011 - n. 737

Patrice van Ackere: Quel avenir pour la défense européenne? Bilan et perspectives dix ans après le 11 septembre	1
Gian Maria Piccinelli: Les cultures et le dialogue: les paysages des hommes. Observations sur la Convention européenne du Paysage	10
Guido Ravasi: La recherche des sources les plus profondes de la tradition culturelle européenne.....	16
Nemo Nathan: Compte rendu de l'activité communautaire	21

Novembre - Décembre 2011 - n^{os} 738-739

Guido Ravasi: Sécurité, politique et services de renseignements.....	1
Stefano Silvestri: Les services de renseignements aux États-Unis	6
Ersilia Grazia Spatafora: L'Europe face aux drames humains et aux urgences sociales.....	16
Guido Ravasi: Carl Gustav Jung: les études du grand psychiatre suisse sur l'alchimie.....	17
Bulletin européen: Un an d'Europe.....	21

Bulletin européen

ISSN 0407-8438

Edizioni Nagard s.r.l.

Poste italiane Spa - Spedizione in abb. post. - D.L. 353/2003
(conv. In L. 27/02/2004 n. 46) art. 1, comma 1, DCB Milano

Direttore Responsabile: Guido Ravasi

Direzione e Redazione: Via Larga 9 - 20122 Milano

Tel. 02 58371400 - Fax 02 58304790 - bulletineuropeen@fondazioneDragan.org

Registrazione Tribunale Milano n. 390 del 3-6-1998

Stampa: Litografia Solari - Peschiera Borromeo (MI)

Associato all'U.S.P.I.

Date de clôture en rédaction: 11 octobre 2011





... si la *Communauté économique européenne* est la base de l'unification de l'Europe, la *Communauté culturelle* en permettra sa réalisation durable.

SOMMAIRE

Guido Ravasi: Sécurité, politique et services de renseignements. Le point sur des relations cruciales plus de dix ans après l'attentat contre les Tours jumelles	1
Stefano Silvestri: Les services de renseignements aux États-Unis	6
Ersiliagrazia Spatafora: L'Europe face aux drames humains et aux urgences sociales.....	16
Guido Ravasi: Carl Gustav Jung: les études du grand psychiatre suisse sur l'alchimie.....	17
Bulletin européen: Un an d'Europe.....	21